

# UNICE

THE VOICE OF BUSINESS IN EUROPE  
PORTE-PAROLE DES ENTREPRISES EN EUROPE

*TASK FORCE DE L'UNICE SUR L'ÉLARGISSEMENT*

**PROGRÈS DES PAYS CANDIDATS  
SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UE**

Octobre 2001



## TABLES DES MATIÈRES

Préface .....	5
Bulgarie .....	7
Chypre .....	8
Estonie .....	9
Hongrie .....	10
Lettonie .....	11
Lituanie .....	12
Malte .....	13
Pologne .....	14
République tchèque .....	15
Roumanie .....	16
Slovaquie .....	17
Slovénie .....	18
Turquie .....	19

Afin d'apporter une contribution des milieux d'affaires au processus d'élargissement, l'UNICE a mis en place une Task Force sur l'élargissement. Celle-ci est composée d'hommes et de femmes d'affaires qui utilisent leur expérience sur le terrain et les réseaux des milieux d'affaires existants dans les pays candidats pour exprimer les vues des milieux d'affaires européens et locaux sur les progrès des pays candidats sur la voie de l'adhésion à l'Union Européenne.



## PRÉFACE



Les milieux d'affaires européens soutiennent avec force l'élargissement de l'Union européenne. Ils sont convaincus qu'un élargissement réussi apportera des avantages généraux significatifs aux États membres de l'UE comme aux pays candidats, en termes de croissance économique et de stabilité politique. Ils sont inquiets que cet avis n'est pas toujours partagé par certaines parties de l'opinion publique dans les États membres et les pays candidats.

Pour rencontrer au mieux les préoccupations exprimées et, ainsi, renforcer l'appui à l'élargissement, il est temps que les chefs de file politiques des pays concernés s'engagent activement dans le débat public sur l'élargissement et fassent preuve de détermination et de volonté politique, afin de faire progresser le processus avec réalisme, pragmatisme et vision. Les États membres devraient traiter sans retard les questions complexes, mais néanmoins vitales, qui assureront la compétitivité et la cohésion dans une UE élargie et achever la réforme des institutions de l'Union. Les pays candidats, de leur côté, devraient maintenir la dynamique des réformes et poursuivre activement l'adoption et la mise en œuvre de l'acquis communautaire.

Le présent recueil de l'UNICE résume les vues exprimées par les milieux d'affaires européens et locaux sur les progrès réalisés par chaque pays candidat sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. Les fiches tentent plutôt, pour chaque pays candidat, d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider les pays candidats à satisfaire aux critères d'adhésion.

En général, les pays candidats ont bien progressé dans la satisfaction des critères d'adhésion - un point positif illustré également par les progrès des négociations d'adhésion. Toutefois, les fiches en annexe montrent qu'il reste cinq domaines principaux où des améliorations sont nécessaires dans plusieurs pays candidats, voire la totalité d'entre eux, pour améliorer le climat des affaires, aider ces pays à satisfaire aux critères d'adhésion et accélérer le processus d'élargissement.

### Actions recommandées

- ♦ De nouveaux efforts sont nécessaires pour éradiquer la corruption.
- ♦ Il faut renforcer la capacité des administrations à effectivement mettre en œuvre et appliquer l'acquis communautaire.
- ♦ Le dialogue doit être renforcé entre les gouvernements et les milieux d'affaires.
- ♦ Des améliorations doivent être apportées dans les réformes structurelles et la privatisation.
- ♦ Il faut corriger les lacunes dans les domaines suivants liés au marché intérieur:
  - libre circulation des marchandises;
  - protection des droits de propriété intellectuelle;
  - marchés publics;
  - aides d'État.

L'UNICE s'engage à poursuivre résolument ses actions, afin de soutenir activement le processus et de favoriser un élargissement sans heurts.

Octobre 2001

Georges Jacobs  
President



## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA BULGARIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Bulgarie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Bulgarie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

La Bulgarie a accompli de bons progrès vers la stabilité macro-économique, ce qui améliore le climat des affaires dans ce pays. Des progrès ont également été réalisés dans la préparation de l'adhésion à l'UE. Le long processus de développement des institutions est désormais entamé et, malgré sa lenteur, il commence à montrer des signes d'amélioration. Il reste toutefois beaucoup à faire, avec des domaines encore faibles comme les douanes, la fiscalité, la certification et les normes. La lutte contre la corruption donne ses premiers effets. Le sentiment est que les mesures prises continueront à attaquer le problème, qui demeure néanmoins préoccupant par son étendue. Les privatisations et l'encouragement des investissements étrangers directs (IED) devraient être relancés, de même que les mesures destinées à stimuler le développement des petites et moyennes entreprises (PME).

Il reste à générer un service public aux niveaux central, régional et local qui soit capable de faire respecter la législation. Ceci implique de poursuivre le développement institutionnel dans tous les domaines, ainsi que des programmes de formation intensive, en particulier dans les domaines judiciaire et douanier. La consultation des milieux d'affaires a progressé également, même si le gouvernement doit encore consulter les entreprises de façon plus étroite encore.

### Actions recommandées

- ♦ La lutte est lancée contre la corruption étendue. Les entreprises devraient aider le gouvernement dans ses efforts.
- ♦ L'agence de privatisation doit être plus transparente et traiter de la même façon les soumissionnaires étrangers et nationaux.
- ♦ L'approche globale devrait être adoptée pour les normes; l'inspection technique doit être renforcée. En matière comptable, les normes internationales devraient être adoptées.
- ♦ Le gouvernement devrait être encouragé à engager un dialogue avec les milieux d'affaires sur les besoins en formation professionnelle.
- ♦ Davantage d'efforts sont nécessaires pour appliquer la protection des droits de propriété intellectuelle.
- ♦ Les problèmes de perception des impôts sont traités, mais de nouveaux efforts sont nécessaires. Plus de formation dans ce domaine est nécessaire.
- ♦ Les services douaniers doivent être renforcés et formés afin de répondre à une politique d'échanges ouverts.
- ♦ Des progrès sont encore attendus dans l'achèvement d'un registre et d'un régime fonciers.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE CHYPRE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et saluent l'ouverture de négociations d'adhésion avec ce pays. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de Chypre sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider Chypre à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

Chypre est parvenu à la stabilité institutionnelle garantissant la démocratie et l'État de droit. Le pays satisfait aux critères politiques de Copenhague. La décision prise au sommet d'Helsinki de ne pas considérer la solution au problème chypriote comme une condition d'adhésion a exercé un impact positif sur la confiance des entreprises. Chypre est une économie de marché qui fonctionne, considérée comme un pays aux revenus moyens supérieurs. Des progrès ont été réalisés dans la transformation et la réforme du système financier et monétaire, y compris le régime des investissements étrangers. La récente libéralisation des taux d'intérêts, par la suppression du plafond de 9 %, est de nature à promouvoir le développement du marché des capitaux - c'est un pas vers l'Union économique et monétaire (UEM). Chypre doit toutefois renouveler ses efforts dans les domaines des réformes structurelles et de la déréglementation, car les progrès dans la privatisation sont relativement lents et le processus doit être accéléré. En tant que centre d'affaires international, eu raison de l'avantage comparatif de l'île (situation géographique stratégique), Chypre devrait préserver et moderniser le cadre juridique et réglementaire qui régit les opérations du secteur marchand international.

Chypre progresse de manière satisfaisante dans divers domaines de l'acquis. Dans l'ensemble, il progresse plus vite que d'autres pays candidats, ayant clôturé 22 des 29 chapitres des négociations. Les problèmes identifiés sont peu nombreux, les plus importants étant les tarifs élevés appliqués à certains produits, les procédures douanières bureaucratiques et les quelques restrictions qui subsistent, imposées par la Banque centrale en matière de libre circulation des capitaux. Le climat des affaires et l'activité des entreprises sont jugés très favorables dans l'ensemble.

### Actions recommandées

- ◆ Réduction des tarifs et simplification des procédures douanières.
- ◆ Libéralisation des contrôles qui subsistent sur les changes et du système financier.
- ◆ Mesures drastiques pour réduire le secteur public et le déficit de la balance courante.
- ◆ Libre circulation des marchandises: nouveau cadre réglementaire pour l'organisation de la normalisation, de la certification et de l'accréditation.
- ◆ Le secteur des entreprises de Chypre doit être associé de plus près à la stratégie d'adhésion. Les entreprises ont besoin d'une assistance financière et technique pour appuyer leurs efforts d'alignement sur l'acquis.
- ◆ Fiscalité: l'harmonisation de la TVA devrait être graduelle, en raison des conséquences sur l'indemnité de vie chère. Les impôts indirects, y compris la TVA, ne devraient pas figurer dans le calcul de cette indemnité.
- ◆ Le coût d'adoption de l'acquis est très élevé. Les préoccupations sont croissantes quant à la garantie de trouver les fonds nécessaires.
- ◆ Marchés publics: le traitement préférentiel devrait être aboli au moment de l'adhésion de Chypre à l'UE.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE L'ESTONIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de l'Estonie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Elle est le reflet de l'avis des entreprises sur les récents développements liés à l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne et à son degré de préparation à cette adhésion.

### Évaluation générale de la situation

Parmi les politiciens d'Estonie, le consensus est solide en faveur d'une adhésion à l'Union européenne. Le gouvernement est résolu à tout mettre en œuvre en Estonie pour achever les négociations d'adhésion d'ici juillet 2002, afin que le pays soit parmi les premiers candidats à rejoindre l'UE. Selon une enquête effectuée mi-août 2001, 54 % de la population estonienne interrogée est favorable à l'adhésion à l'Union, 39 % seulement y sont opposés. Parmi les chefs d'entreprises estoniens, plus des deux tiers sont favorables à l'adhésion de l'Estonie à l'UE. Les débats publics sur les avantages et inconvénients de l'adhésion viennent seulement de commencer.

L'Estonie progresse bien dans sa préparation à une adhésion à l'UE. Le pays satisfait aux critères fondamentaux de Copenhague, bien que toutes les réformes n'aient pas encore été achevées. Le développement institutionnel doit être poursuivi et renforcé afin d'améliorer l'efficacité de l'administration dans la mise en application des législations harmonisées de l'UE, et également d'intensifier la diffusion des informations sur les changements législatifs et leurs conséquences pour les entreprises et les citoyens d'Estonie. L'Estonie est une économie de marché ouverte, qui fonctionne bien, soumise aux pressions concurrentielles. Dans son commerce extérieur, les échanges avec les États membres de l'UE dépassent 70 %.

### Problèmes rencontrés / recommandations

- ♦ La consultation des groupes d'intérêt sur toutes les questions liées à l'adhésion à l'UE est devenue une réalité, mais il importe d'intensifier l'information et la consultation de ces groupes et du grand public, afin de garantir un large appui à l'entrée dans l'UE et une adaptation réussie à l'environnement législatif de l'Union européenne.
- ♦ Il serait bon de commencer immédiatement la pleine préparation du secteur du tourisme, sans l'aide des ventes hors taxes dans le trafic de passagers dans la mer Baltique.
- ♦ En général, la législation sur la libre circulation des marchandises et son application sont en place, n'entravant pas le commerce et les investissements. Cependant, le respect des droits de propriété intellectuelle et, plus particulièrement, les mesures de lutte contre les contrefaçons, doivent être renforcés davantage.
- ♦ La lutte contre le crime et la corruption doit se poursuivre, toutes les accusations de corruption devant être examinées soigneusement.
- ♦ La privatisation a souffert d'un manque de transparence. Le secteur le plus problématique est celui de l'énergie, où la libre concurrence n'a pas été garantie efficacement.
- ♦ La réforme foncière et la restitution des biens immobiliers à leurs précédents propriétaires ou ayants droit doivent être achevées dès que possible.
- ♦ Des campagnes d'information sur les normes environnementales et autres de l'UE, ainsi que sur leur mise en œuvre, sont nécessaires pour les municipalités comme pour les entreprises.
- ♦ La chaîne alimentaire estonienne exige des investissements pour satisfaire aux normes de qualité de l'UE en matière d'hygiène et de santé publique.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA HONGRIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent le programme national hongrois destiné à atteindre le niveau de préparation requis pour l'adhésion à l'Union européenne. La Hongrie a réalisé des progrès significatifs sur la voie de l'adhésion à l'UE et s'est fixé un délai clair pour l'adoption de l'acquis.

L'économie hongroise est déjà, dans une large mesure, intégrée dans l'économie de l'UE. Les milieux d'affaires européens et hongrois sont confiants que la Hongrie satisfera aux critères de Copenhague. La Task force de l'UNICE sur l'élargissement présente ici plusieurs recommandations ciblées afin d'appuyer le processus d'intégration. Cet aperçu n'est nullement exhaustif.

### Évaluation générale de la situation

La Hongrie est une économie de marché qui fonctionne et a toutes les conditions préalables pour faire face aux pressions concurrentielles et aux forces du marché au sein de l'Union européenne. De nombreuses entreprises ont établi des installations manufacturières rentables, qui permette une production compétitive. A l'heure actuelle, le cadre macro-économique est stable en Hongrie, avec un environnement économique prévisible.

Le gouvernement hongrois maintient son appui à une adhésion à l'UE. Les milieux d'affaires hongrois coopèrent activement avec le gouvernement à la conception de réglementations économiques compatibles avec l'UE. La transparence de l'administration publique s'est améliorée récemment, mais de nouvelles améliorations sont nécessaires, notamment de la part des autorités locales.

### Actions recommandées

- ♦ L'amélioration des infrastructures - de la construction routière aux écoles internationales - exige des fonds supplémentaires et doit être étendue aux régions orientales moins développées.
- ♦ Le bon alignement des PME hongroises sur l'acquis demande la poursuite et l'extension du plan "Széchenyi". Ces programmes devraient également aider les secteurs des services et les entreprises nouvellement établies.
- ♦ La capacité administrative à appliquer l'acquis exige de nouvelles ressources. Les préoccupations du secteur privé touchent notamment:
  - le judiciaire, afin de traiter de l'interprétation du droit de l'UE;
  - l'application cohérente des règlements aux divers niveaux d'autorité et dans les différentes régions du pays;
  - la transparence et l'efficacité de l'administration publique, notamment au niveau des autorités locales.
- ♦ La tarification, en ce qui concerne les entreprises réglementées comme dans le secteur de l'énergie et des services d'utilité publique, doit être revue au regard de l'acquis communautaire.
- ♦ De nombreuses entreprises ont introduit des normes compatibles avec l'UE dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement. Les infrastructures actuelles nécessitent cependant des investissements importants et un programme d'adaptation soigneusement étudié pour les mesures de mise en œuvre.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA LETTONIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Lettonie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Lettonie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Lettonie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

La Lettonie est bien avancée dans son intégration à l'UE en termes de commerce et d'investissement. Le pays est maintenant une économie de marché. De gros efforts ont été faits pour améliorer le climat des affaires, mais celui-ci devrait être plus cohérent et prévisible.

Bien que la Lettonie continue à adopter rapidement l'acquis communautaire, la qualité de la mise en œuvre est de plus en plus préoccupante. La capacité des services publics à appliquer les règles pertinentes reste un problème à régler avant l'adhésion. La Lettonie doit se conformer non seulement à la lettre des normes de l'UE, mais également à l'esprit de ces normes.

### Actions recommandées

- ♦ Bien que l'exécutif ait bien progressé dans l'implication des milieux d'affaires dans le processus décisionnel, le dialogue entre le gouvernement et les entreprises doit être amélioré, surtout au parlement.
- ♦ Pour créer un système judiciaire crédible, il faut renforcer ses ressources, ses infrastructures, sa capacité et ses compétences.
- ♦ La protection des investissements, ainsi que la crédibilité des engagements du gouvernement à l'égard de ces investissements, sont un problème à résoudre.
- ♦ Certaines tentatives ont été entreprises pour lutter contre la corruption, mais celle-ci demeure un problème. Le rôle peu clair de la nouvelle agence anti-corruption doit être précisé.
- ♦ La richesse linguistique de la Lettonie est un atout qui devrait être exploité, surtout au vu de la nature "entrepôt" de l'économie lettone.
- ♦ La qualité du processus de privatisation, avec des retards, des faux-départs et un manque de transparence, est source d'un profond manque de confiance parmi les investisseurs et doit être améliorée.
- ♦ Les infrastructures dans les régions, notamment les routes et télécommunications, devraient être améliorées pour appuyer un développement économique mieux distribué dans le pays.
- ♦ Des problèmes se posent dans les formalités d'immigration pour le personnel des entreprises en provenance des États membres. La mise en œuvre de l'acquis dans le domaine de la libre circulation des personnes devrait être améliorée.
- ♦ La nouvelle législation commerciale devrait améliorer les conditions des affaires en Lettonie, mais elle n'a pas suffisamment pris en considération le point de vue des entreprises.
- ♦ Des améliorations notables ont été constatées dans tous les aspects des procédures douanières et de la libération en douane, mais certains problèmes pratiques restent à résoudre.
- ♦ Le développement des capacités des organisations lettones de milieux d'affaires devrait être encouragé.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA LITUANIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Lituanie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement prend acte des progrès accomplis. Les entraves identifiées sont soulignées, afin d'aider le pays à établir une meilleure égalité de conditions de concurrence. La task force a évalué l'environnement actuel des entreprises en Lituanie, du point de vue des investisseurs européens, afin d'offrir aux partenaires du processus d'élargissement des informations sur les domaines encore à traiter pour que l'acquis communautaire soit respecté. Cet aperçu n'est nullement exhaustif.

### Évaluation générale de la situation

Malgré le grand nombre de gouvernements qui se sont succédés ces dix dernières années, l'environnement politique doit être considéré comme stable. Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des législations. Pourtant, certaines des législations mises en œuvre sont incompatibles avec les règles actuelles. Le système juridique est sous-développé. En dépit d'efforts constants du gouvernement lituanien pour lutter contre la corruption, celle-ci prévaut toujours. La corruption passive est le principal problème. L'économie de marché lituanienne fonctionne, mais demeure fragile. La stabilité est indubitablement en augmentation. Des améliorations majeures ont été faites vers la pleine mise en œuvre de l'acquis communautaire, mais celui-ci n'est pas encore totalement mis en œuvre. Des aides d'État arbitraires sont encore détectées et certains secteurs de l'économie lituanienne ne sont pas suffisamment préparés à la concurrence dans le marché intérieur européen. Le processus de mise en œuvre de la certification UE est sur la bonne voie, mais les ressources financières consacrées à ce processus sont insuffisantes. Des problèmes sont constatés dans le domaine de la concurrence et des marchés publics. En matière de santé et de sécurité, les règlements ont atteint le niveau de l'UE. Le commerce reste entravé, des obstacles aux échanges subsistent. En particulier, les entraves sont nombreuses dans le domaine douanier.

### Actions recommandées

- ♦ Les ressources consacrées au droit des sociétés porteront des fruits, car le système juridique est sous-développé. Des ressources pédagogiques consacrées aux fonctionnaires de l'appareil judiciaire seraient préférables.
- ♦ La qualité des législations peut être améliorée par une utilisation plus poussée des mécanismes de consultation.
- ♦ Concernant la corruption, une moindre bureaucratie et un personnel plus nombreux pourraient réduire le temps passé à traiter ces cas, et donc à réduire le risque que des fonctionnaires tentent d'éviter les routines bureaucratiques en échange de pots-de-vin. L'éducation et le respect des règles en vigueur sont à recommander dans ce domaine.
- ♦ Davantage de ressources doivent être déployées pour mettre en œuvre la certification communautaire. L'UE devrait également fournir au gouvernement lituanien des instruments pour mettre en œuvre et respecter les normes décidées.
- ♦ Les procédures concrètes de passation des marchés publics doivent être plus transparentes, et les concurrents traités sur un pied d'égalité. La corruption passive dans ce domaine doit être combattue.
- ♦ Le nombre élevé d'obstacles aux échanges pourrait être réduit par l'éducation des responsables douaniers locaux.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE MALTE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de Malte à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de Malte sur la voie de l'adhésion à l'UE. Elle tente d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider Malte à satisfaire aux critères de Copenhague. Cet aperçu n'est nullement exhaustif.

### Évaluation générale de la situation

Les institutions démocratiques fonctionnent bien à Malte, et le gouvernement actuel s'efforce résolument de préparer le pays à une adhésion rapide à l'UE. Néanmoins, les réserves exprimées à l'égard de l'UE par le parti socialiste (opposition) sont une source de préoccupation. Les prochaines élections, attendues pour janvier 2004, seront déterminantes à cet égard.

L'économie de marché de Malte fonctionne et est bien intégrée dans celle de l'UE. À la condition que certaines réformes clés soient entreprises, Malte devrait être en mesure de faire face aux pressions concurrentielles au sein de l'Union.

### Actions recommandées

- ♦ Dans de nombreux domaines, le gouvernement doit passer d'une simple introduction des législations compatibles avec l'UE à une mise en œuvre et une application sur le terrain.
- ♦ Les privatisations et restructurations doivent être accélérées pour favoriser le climat des affaires.
- ♦ La libéralisation, qui vise une circulation plus libre des marchandises, des capitaux et des services (en particulier dans le secteur des entreprises), devrait être accélérée.
- ♦ Le service public est encore excessivement pesant et bureaucratique.
- ♦ Une meilleure mise en œuvre des aspects fondamentaux du droit est un impératif, indépendant de l'UE, mais de plus en plus urgent dans la perspective d'une adhésion.
- ♦ De même, la réforme du monopole portuaire est urgente. Le système actuel impose des coûts significatifs mais inutiles aux entreprises et aux consommateurs.
- ♦ Les ambitions politiques du gouvernement envers l'adhésion doivent être rencontrées par une meilleure répartition des ressources dans l'administration publique.
- ♦ En matière de fiscalité, les lacunes dans les procédures de perception doivent être comblées.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA POLOGNE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Pologne sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Pologne à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

Les milieux d'affaires européens soutiennent activement une adhésion de la Pologne à l'Union européenne le plus tôt possible. L'accord européen offre une base saine pour l'adhésion de la Pologne à l'UE. De façon générale, toutes les obligations énoncées dans cet accord devraient être satisfaites le plus tôt possible. Priorité doit être donnée à la suppression des obstacles non tarifaires qui subsistent aux échanges, ainsi qu'à l'alignement de la politique de concurrence sur les normes de l'UE.

La Pologne et l'UE sont déjà étroitement liées sur un plan économique. Les entreprises européennes sont confiantes dans le développement positif de l'économie polonaise dans un avenir proche, si le gouvernement continue à poursuivre une politique économique claire axée sur le marché, une politique fiscale axée sur la stabilité et l'objectif général d'un climat des affaires positif. Si l'économie polonaise doit atteindre son plein potentiel, les privatisations dans les principaux secteurs industriels doivent être accélérées.

Le développement institutionnel devrait demeurer une priorité du gouvernement polonais. Des efforts renouvelés pour mettre en place des structures administratives efficaces et des compétences administratives à tous les niveaux fédéraux devraient contribuer à assurer un environnement juridique stable et cohérent pour les investisseurs locaux et étrangers.

### Actions recommandées

- ♦ La négociation d'un protocole à l'accord européen, sur l'évaluation de conformité et l'acceptation des produits industriels, devrait être lancée dès que possible une fois réunies toutes les conditions préalables.
- ♦ Des mesures complémentaires devraient être prises pour faciliter les procédures douanières et prévenir tout contournement des exigences à l'importation et des règles d'origine de l'UE.
- ♦ De nouveaux progrès sont nécessaires dans la restructuration et la privatisation des entreprises, surtout dans les infrastructures et les industries lourdes, afin de développer pleinement le potentiel de l'économie polonaise.
- ♦ La politique de concurrence - y compris les règles relatives aux subventions d'état et aux incitations accordées aux zones économiques spéciales - doit être compatible avec le droit de l'UE afin de créer une égalité de conditions de concurrence pour les entreprises.
- ♦ L'insécurité juridique relative à l'acquisition de biens fonciers entrave les investissements et le développement des projets. Les investissements productifs ne devraient être soumis à aucune restriction ou mesure transitoire.
- ♦ Il convient d'améliorer encore les capacités administratives pour assurer une mise en œuvre et une application cohérentes du droit national et du droit de l'UE.
- ♦ Les mesures de lutte contre la corruption doivent être intensifiées.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la République tchèque sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la République tchèque à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

La République tchèque progresse bien vers son adhésion à l'Union européenne. Le pays demeure un des premiers sur cette voie, ayant clôturé six chapitres au cours de l'année écoulée. Dans l'ensemble, l'économie tchèque réalise de bons progrès. En particulier, l'investissement étranger direct a augmenté, grâce à des incitations aux entreprises. Citons également, comme point positif, les progrès du processus de privatisation, notamment dans le secteur bancaire. Les entreprises saluent également les progrès réalisés dans leurs principaux domaines d'intérêt: la lutte contre la corruption et la réforme du système juridique.

Tout en reconnaissant ces avancées, les entreprises insistent sur quatre domaines clés, qui dressent encore des obstacles à un environnement concurrentiel: réformes structurelles, réformes administratives et judiciaires, nouvelles mesures de lutte contre la corruption et consultation accrue des milieux d'affaires. Bien que ces domaines problématiques ne soient pas propres à la seule République tchèque, les entreprises estiment que les possibilités d'amélioration ne manquent pas. Par exemple, malgré les bons progrès de la privatisation dans le secteur bancaire, certains commentateurs considèrent encore que la croissance économique pourrait être accélérée par une réforme industrielle plus poussée.

### Actions recommandées

Les entreprises recommandent les améliorations suivantes en République tchèque pour faciliter les activités actuelles et futures:

- ♦ intensification des mesures de lutte contre la corruption, notamment par une amélioration de la législation, de son application, de la coopération institutionnelle et des contrôles aux frontières;
- ♦ accélération du rythme des réformes dans le système juridique, amélioration du système des tribunaux commerciaux et plus grande efficacité de l'administration publique;
- ♦ réforme du budget de l'État afin d'améliorer les performances budgétaires du pays;
- ♦ renforcement de la coopération avec les entreprises en matière d'introduction des réglementations;
- ♦ amélioration du système de protection des données commerciales.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA ROUMANIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Roumanie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Roumanie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

Au début de la Présidence belge, la Roumanie a provisoirement clôturé huit chapitres des négociations: statistiques; PME; science et recherche; éducation et formation; relations extérieures; politique étrangère et de sécurité commune; consommation; pêche. Les autres chapitres, ouverts et en cours de négociation, sont les suivants: droit des sociétés; concurrence; télécommunications; culture et audiovisuel; pêche; union douanière. Parmi les pays candidats, la Roumanie est celui qui a réalisé le moins de progrès dans ses négociations d'adhésion.

Si la situation macro-économique s'est améliorée en 2000, il reste difficile d'évaluer si cette tendance se poursuivra cette année, en raison des engagements budgétaires, des privatisations, etc. La Roumanie demeure confrontée à un manque de crédibilité au niveau international, en raison de son instabilité législative, de sa bureaucratie et de la corruption. L'inflation est encore élevée (probablement autour de 30 % en 2001) et le pays négocie avec le FMI pour tenter de mettre en place un programme structurel destiné à déboucher sur une politique budgétaire non inflationniste, la modération salariale (en 2000, la croissance des revenus a dépassé les gains de productivité dans l'économie roumaine dans son ensemble) et l'adoption, par les entreprises publiques, d'une meilleure discipline financière (les arriérés représentent 40 à 50 % du PIB).

### Actions recommandées

Pour améliorer le climat des affaires, l'investissement étranger direct (IED) et les investissements roumains, les priorités à court terme devraient se concentrer sur les éléments suivants:

- ◆ établir la stabilité macro-économique et financière;
- ◆ poursuivre les réformes structurelles, en particulier les privatisations et restructurations;
- ◆ accroître la stabilité du cadre législatif, sa transparence et sa prévisibilité, surtout en matière de marchés publics et de fiscalité;
- ◆ stimuler la lutte contre la corruption, ce qui nécessite une administration moins politisée et un appareil judiciaire compétent;
- ◆ favoriser les programmes communautaires liés aux projets d'investissement.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA SLOVAQUIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Slovaquie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Slovaquie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

La Slovaquie réalise des progrès remarquables sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. Le pays a pu rattraper le premier groupe des pays candidats et clôturer 19 chapitres avant le début de la présidence belge. Le développement économique général progresse bien. Toutefois, l'investissement étranger direct n'augmente que légèrement, malgré les incitations législatives nouvelles et fortes introduites en faveur des entreprises et destinées à améliorer l'attrait du pays pour les investisseurs. Plusieurs grandes opérations de privatisation sont néanmoins programmées et devraient être achevées avant la fin de l'année 2001.

Tout en reconnaissant les progrès accomplis, les entreprises insistent sur plusieurs aspects clés qui peuvent encore faire obstacle à un environnement concurrentiel: la réforme du système administratif, son adaptation aux impératifs de l'adoption et du respect de l'acquis, la réforme judiciaire (indépendance des tribunaux), de nouvelles mesures de lutte contre la corruption et une consultation plus étroite des milieux d'affaires. Bien que ces problèmes ne soient pas propres à la seule Slovaquie, les entreprises considèrent qu'il y a place pour de nouveaux progrès qui, à leur tour, amélioreront l'attrait du pays pour les investissements étrangers directs (IED).

### Actions recommandées

Les milieux d'affaires recommandent plusieurs mesures à prendre en Slovaquie pour améliorer l'environnement des entreprises et préparer le pays à son adhésion à l'Union européenne:

- ◆ améliorer la sécurité juridique, y compris par une meilleure application de la législation;
- ◆ intensifier les mesures de lutte contre la corruption et le crime organisé;
- ◆ accélérer les réformes de l'appareil judiciaire, améliorer et accélérer les procédures judiciaires et assurer l'indépendance des instances décisionnelles;
- ◆ améliorer non seulement l'efficacité de l'administration publique, mais aussi l'attitude de la bureaucratie à l'égard des entreprises;
- ◆ renforcer la coopération avec les milieux d'affaires en termes d'introduction des réglementations (contrôle des coûts des nouvelles réglementations).

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA SLOVÉNIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Slovénie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises, de suivre les résultats obtenus au regard des recommandations de l'UNICE en 2000 et de présenter des recommandations nouvelles des milieux d'affaires en vue d'aider la Slovénie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

La Slovénie continue à progresser rapidement vers son adhésion à l'UE. Le nouveau gouvernement a réaffirmé sa détermination à y être prêt pour le 31 décembre 2002. Le pays a réalisé de réels progrès dans l'adoption, la mise en œuvre et l'application de l'acquis communautaire. Il a accéléré l'édification du cadre juridique nécessaire au fonctionnement d'une économie de marché. En adoptant certaines mesures, notamment des améliorations du système judiciaire et de l'administration, et en accélérant la dénationalisation, le pays a pris en compte les avis de la Commission européenne et de l'UNICE. Disposant d'institutions stables, garantissant l'État de droit, la protection et le respect des droits de l'homme et des minorités, la République slovène présente tous les attributs d'une démocratie.

### Actions recommandées

- ◆ Accélération de la dénationalisation et conclusion des actions pertinentes pour la mi-2002; résolution de certains aspects et incompatibilités en matière de droits de propriété et d'acquisitions foncières par les citoyens de l'UE pour 2002 (et non pour le 1er février 2003).
- ◆ Achèvement des processus de restructuration, libéralisation, réglementation et privatisation des services d'utilité publique (électricité et gaz), et plus particulièrement reconversion des installations au charbon productrices d'électricité.
- ◆ Restructuration rapide du secteur des entreprises (par la facilitation de l'établissement, la consolidation de la propriété et le contrôle de la propriété des entreprises, la réhabilitation ou le développement des entreprises en déficit) et de certaines parties du régime fiscal.
- ◆ Renforcement des investissements dans le secteur informatique et développement de la société de l'information.
- ◆ Création des conditions nécessaires pour favoriser l'investissement des entreprises et stimuler les investissements étrangers directs (IED).
- ◆ Mise en œuvre progressive de la réforme des retraites et introduction, pour 2002, d'une nouvelle loi sur les conditions de travail.
- ◆ Achèvement de la législation bancaire et financière et accélération de la privatisation des banques et compagnies d'assurance.
- ◆ Adoption de mesures plus effectives pour résoudre les problèmes qui subsistent à la frontière avec la Croatie, pour maîtriser l'immigration illégale et pour accélérer l'établissement de la frontière extérieure de Schengen.
- ◆ Amélioration du fonctionnement du système judiciaire, en particulier dans les affaires en souffrance concernant le registre foncier.
- ◆ Renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle.
- ◆ Intensification de la libéralisation portuaire et aéroportuaire.
- ◆ Renforcement des programmes de jumelage, y compris dans leurs aspects "formation", afin de renforcer les capacités administratives.

## FICHE SUR LES PROGRÈS DE LA TURQUIE SUR LA VOIE DE L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

### Introduction

Les milieux d'affaires européens soutiennent l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La présente fiche de la Task force de l'UNICE sur l'élargissement résume les opinions des entreprises européennes et locales à l'égard des progrès de la Turquie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Cet aperçu n'est nullement exhaustif. La fiche tente plutôt d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les entreprises et de présenter les recommandations des milieux d'affaires en vue d'aider la Turquie à satisfaire aux critères de Copenhague.

### Évaluation générale de la situation

Si, depuis le Conseil européen d'Helsinki, la Turquie est un pays candidat cherchant à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux applicables aux autres pays candidats, aucun des chapitres de négociation n'a encore été ouvert avec ce pays. Afin d'encourager la stabilisation macro-économique, il est nécessaire que la Turquie mette en œuvre des réformes structurelles. L'adoption du programme national pour l'adoption de l'acquis communautaire, présenté par le gouvernement turc en mars 2001, est un pas en avant et le point de départ d'une transformation fondamentale de la Turquie. En respectant ses engagements, ce pays progressera sur la voie d'une adhésion à l'Union européenne.

L'économie turque éprouve des difficultés à récupérer des chocs extérieurs causés par la crise russe en 1998 et les tremblements de terre d'automne 1999, mais aussi du choc interne des deux crises financières survenues en novembre 2000 et en février 2001.

L'investissement étranger direct (IED) ne joue qu'un rôle modeste dans l'économie turque, mais les entreprises au capital étranger y jouent un rôle significatif. Au cours des cinq dernières années, les flux d'IED dans l'économie turque représentaient moins de 10 % des afflux de capitaux et finançaient une moyenne de 4 % des investissements privés.

### Actions recommandées

Pour stimuler le climat des affaires et encourager les IED et les investissements turcs, les priorités à court terme en Turquie devraient se concentrer sur les éléments suivants:

- ◆ encourager la stabilité financière et poursuivre la privatisation du secteur financier;
- ◆ intensifier la concurrence dans les secteurs encore restreints, en particulier dans le domaine des services (réduire les restrictions dans les domaines qui profitent de la préférence nationale);
- ◆ développer le cadre réglementaire des marchés publics;
- ◆ intensifier l'harmonisation des normes turques (techniques, sanitaires, phytosanitaires) avec les normes de l'UE et permettre leur mise en œuvre effective;
- ◆ poursuivre la libéralisation du secteur de l'énergie et des télécommunications;
- ◆ lutter plus activement contre la corruption (douanes, banques, etc.).

NOTES

# UNICE

Rue Joseph II, 40/4 - B-1000 Brussels  
Tel: +32(0)2 237 65 11 - Fax: +32(0)2 231 14 45  
E-mail: [main@unice.be](mailto:main@unice.be)

[www.unice.org](http://www.unice.org)

- UNICE is
- \* the official voice of European business and industry vis-à-vis the EU institutions
  - \* composed of 33 central industry and employers' federations from 26 European countries
- UNICE est
- \* le porte-parole officiel des entreprises européennes vis-à-vis des institutions de l'UE
  - \* composée de 33 fédérations de l'industrie et des employeurs appartenant à 26 pays européens